



GREFFE DU TRIBUNAL
DE COMMERCE DE PARIS

1, QUAI DE LA CORSE
75181 PARIS CEDEX 04

Observatoire des SARL à libre capital à Paris

Bilan de mai 2005

Depuis août 2003, le greffe suit et analyse mensuellement l'évolution des SARL à libre capital. Cet Observatoire, créé au lendemain de la mise en application des dispositions prévues par la Loi pour l'Initiative Economique du 1er août 2003, permet d'apprécier l'évolution des immatriculations de ces nouvelles SARL au Registre du commerce de Paris, et aussi d'observer leur état de santé, leurs capacités financières et leurs éventuelles défaillances. Pour retrouver l'ensemble des études réalisés sur les SARL à Libre capital, consultez la rubrique Actualités du site www.greffe-tc-paris.fr.

Mai 2005 : repères chiffrés

Les immatriculations de SARL à libre capital, soit 485 en mai, enregistrent une baisse pour la première fois depuis le début de l'année 2005. Au regard de mai 2004, en revanche, les créations ont progressé de 22%. Les créateurs du mois dernier sont âgés de 41 ans en moyenne, soit un chiffre conforme à celui des derniers mois.

En mai 2005, les SARL se sont créées avec un capital social de départ de 2 417 €. Ces SARL sont de moins en moins nombreuses à se doter d'un montant de capital d'1 euro au démarrage, soit 3,92% seulement des créations.

50% d'entre elles proposent des prestations de service aux entreprises et 20% font du commerce, soit +12 points et +2 points au regard des autres SARL à libre capital, qui exercent des activités plus diverses.

52,5% des nouvelles entreprises ont acquis ou louent un local commercial pour exercer leur activité. De ce fait, elles sont de plus en plus nombreuses à solliciter leur banquier pour s'installer ou pour disposer de fonds de roulement. En mai, 25 entrepreneurs se sont vus accorder un prêt, soit 56% de plus qu'en mai 2004.

Le greffe observe que 96% des SARL à libre capital créées depuis août 2003 sont actives.

En mai 2005, le montant de leur endettement social a décru de 81% par rapport à avril 2005, et leur endettement fiscal de 66%. Seulement 0,6% d'entre elles rencontrent des difficultés à régler leurs cotisations sociales auprès de l'Urssaf ou les sommes dues à l'administration fiscale.

Contrairement aux idées reçues, **ces entreprises ne rencontrent pas davantage de difficultés que les SARL « classiques »**: 0,61% seulement ont fait l'objet d'un jugement d'ouverture de liquidation judiciaire. **5 entreprises ont fait l'objet d'un jugement d'ouverture de redressement ou de liquidation judiciaires en mai 2005, soit une de plus qu'en avril 2005.**

1- Hausse de 22,17% des immatriculations de SARL à libre capital par rapport à mai 2004

En mai 2005, 485 SARL à capital social libre se sont immatriculées au Registre du commerce, soit une hausse de 22,17% par rapport à mai 2004. Les créations de SARL de ce type enregistrent néanmoins une baisse de 7,09% par rapport à avril 2005.

Parmi les créateurs de mai, l'on dénombre 76,7% d'hommes et 23,3% de femmes, âgés de 41 ans en moyenne. Fait nouveau au regard des mois précédents, ils sont plus jeunes avec 32% de nouveaux dirigeants âgés de 26 à 35 ans. Ce résultat est la preuve de l'intérêt des jeunes entrepreneurs pour la SARL à Libre capital.

Ces SARL représentent 32,9% du nombre total de SARL créées en mai 2005 à Paris, soit une hausse de trois points par rapport à mai 2004, mais une légère baisse de 1,5 point au regard d'avril dernier.

Immatriculations mensuelles de SARL constituées avec un capital social inférieur à 7 500 €

	Mois	Nombre d'immatriculations de SARL au capital inférieur à 7 500 €	Nombre total d'immatriculations de SARL au Registre du commerce	% par rapport au nombre d'immatriculations de SARL au Registre du commerce (RCS)
2003	Août *	14	826	1,69%
	Septembre	81	1 160	6,98%
	Octobre	175	1 704	10,27%
	Novembre	210	1 291	16,27%
	Décembre	333	1 573	21,17%
2004	Janvier	316	1 456	21,70%
	Février	398	1 678	23,72%
	Mars	504	1 757	28,68%
	Avril	393	1 848	21,20%
	Mai	397	1 325	29,96%
	Juin	464	1 650	28,12%
	Juillet	467	1 491	31,32%
	Août	113	363	31,13%
	Septembre	398	1 402	28,39%
	Octobre	406	1 370	29,63%
	Novembre	411	1 314	31,27%
	Décembre	597	2 156	27,69%
	2005	Janvier	450	1 622
Février		488	1 484	32,88%
Mars		559	1 642	34,04%
Avril		522	1 515	34,46%
Mai		485	1 473	32,93%
Total			8 181	30 585

* Pour mémoire, la mise en application de la disposition de la loi pour l'Initiative économique relative au statut de SARL à Libre capital a pris effet en août 2003.

2- Capital moyen de départ en mai 2005 : 2 417 €

En mai 2005, le capital moyen des SARL à libre capital à l'immatriculation s'élevait à 2 417 €, soit une hausse de 20,85% par rapport à mai 2004.

En comparaison avec les mois précédents en revanche, le greffe note un léger recul de la progression du capital social moyen en mai. Il enregistre une diminution de 2,2% par rapport à avril 2005.

Par rapport à mai 2004, les principales tendances observées sont les suivantes :

En baisse : SARL constituées avec un capital social inférieur à 500 €

- Les SARL à 1 € diminuent de 3,1 points par rapport à mai 2004

- Les SARL avec un capital compris entre 2 et 100 € baissent de 2,3 points
- Les entreprises avec un capital compris entre 101 et 500 € diminuent de 2,2 points.

En hausse : SARL dotées d'un capital supérieur à 3 000 €

- Ces SARL augmentent de 7 points au regard de mai 2004

Stables : SARL avec un capital compris entre 500 et 3 000 €

Répartition des immatriculations de SARL par tranches de capital social

Tranches de capital social	% d'immatriculations de SARL à libre capital en mai 2005
1 €	3,92%
2 € à 100 €	7,01%
101 € à 500 €	6,60%
501 € à 1 000 €	23,09%
1 001 € à 3 000 €	26,80%
3 001 € à 7 500 €	29,90%

3- Gros plan sur les SARL à 1€ : profil et caractéristiques

Les SARL sont de moins en moins nombreuses à se constituer avec 1€ de capital. En mai, elles étaient 19, soit 3,92% des créations du mois à s'être dotées d'un euro de capital, contre 7,05% en mai 2004.

En mai, ces entreprises exercent leur activité dans les secteurs suivants :

- 50% proposent des prestations de services aux entreprises, principalement du conseil en affaires et en gestion
- 20% ont une activité de commerce de gros ou de détail
- 9% sont engagées dans le bâtiment
- 5% dans les soins à la personne, la production audiovisuelle et l'édition, et la restauration rapide et traditionnelle
- 16% exercent d'autres activités telles que les transports, la fabrication et la réparation, les spectacles, la formation et l'enseignement, etc.

Une très faible proportion de ces SARL, soit 4,09%, ont cessé leur activité à Paris (soit 20 entreprises) pour les raisons suivantes :

- 9 d'entre elles, soit 1,84% ont transféré leur siège social dans un autre département
- 8, soit 1,64%, ont volontairement cessé leur activité
- 3 entreprises, soit 0,61%, font actuellement l'objet d'une procédure de liquidation judiciaire.

4- Domiciliation des entreprises : 52,4% des nouvelles SARL sont domiciliées dans un local commercial

En mai 2005, la majorité des nouvelles SARL à libre capital exercent leur activité dans un local commercial. Ce mode de domiciliation concerne désormais 52,4% de ces entreprises, soit une progression de près de 15 points par rapport à mai 2004 et à avril 2005. Il va souvent de pair avec la prise d'un prêt bancaire pour acquérir, rénover ou installer leur local.

La domiciliation de l'entreprise au domicile personnel du dirigeant concerne 21,6% des SARL de mai 2005, soit une diminution de 11 points par rapport à mai 2004 et de 12 points au regard d'avril 2005. La Loi pour l'Initiative Economique a assoupli cette mesure, auparavant limitée à 5 ans et désormais sans limitation de durée (sauf contre-indication ou disposition contraire).

Enfin, 26% des nouveaux entrepreneurs ont choisi une domiciliation commerciale pour leur entreprise, soit une baisse de 4,2 points en comparaison avec mai 2004. Ce mode de domiciliation enregistre une diminution

constante depuis quelques mois.

Répartition des SARL à libre capital par type de domiciliation

Type de domiciliation	% par rapport aux immatriculations de SARL à libre capital en avril 2005
Domiciliation dans le local d'habitation du représentant légal ¹	21,65%
Domiciliation commerciale ²	25,98%
Autres cas : l'entreprise exerce son activité dans un local commercial qu'elle loue ou acquiert	52,37%

5- Prédominance des activités de prestation de service et de conseil aux entreprises

A l'instar des mois précédents, 32% des nouveaux dirigeants proposent des prestations de services et de conseils aux entreprises. Il s'agit principalement de conseil en affaires et gestion (54,7%) et de services informatiques (20,9%). Viennent ensuite les activités de commerce de gros et de détail, exercées par 19% des entrepreneurs, puis les travaux de bâtiment qui occupent 8,3% des nouvelles entreprises.

Par rapport à mai 2005, les principales tendances observées sont les suivantes :

En hausse :

- Commerce (gros et détail) : +3 points
- Travaux de bâtiment : +2 points
- Soins personnels : +2 points
- Restauration : +1,5 points

En baisse :

- Prestations de service et de conseil aux entreprises : -13 points
- immobilier : - 2 points

Stables : informatique, édition, activités financières, activités artistiques et spectacles

Répartition des immatriculations de SARL par secteur d'activité en mai 2005

Secteur d'activité	Pourcentage par rapport aux immatriculations de mai 2005
Prestations de services et conseils aux entreprises	31,88%
Commerce gros et détail (véhicule, alimentaire, etc.)	18,58%
Travaux de bâtiment	8,26%
Immobilier (marchand de biens, location, promotion, agence et administration)	6,42%
Informatique (conseil en SI, édition & réalisation de logiciels, traitement et base de données et réparation de matériel)	6,65%
Edition, production et imprimerie (livres et audiovisuel)	6,42%
Restauration (traditionnelle et rapide), boissons et traiteurs	5,73%
Soins personnels	2,75%
Activités financières (organismes de placement, gestion de patrimoine, intermédiation financière et courtage en assurance)	2,52%

¹ Art.6 de la loi pour l'initiative économique du 1^{er} août 2003, codifié de L 123-10 à L-123-11-1 du Code de commerce.

² Domiciliation d'une entreprise dans des locaux occupés en commun par plusieurs entreprises (art L 123-11 du Code de Commerce, et art. 26-1 du décret du 30 mai 1984).

Fabrication et réparation (textile, peausserie, maroquinerie, pharmacie, meubles, automobiles, etc.)	2,29%
Activités artistiques et spectacles	2,29%
Formation et enseignement	1,83%
Transports	0,92%
Location	0,69%
Autres activités ³	2,75%

5. Quelle est l'évolution constatée pour les SARL à libre capital immatriculées au Registre du commerce depuis le 6 août 2003 ?

❖ *Quels sont les investissements réalisés par les nouveaux entrepreneurs ?*

25 entrepreneurs se sont vus accorder un prêt bancaire en mai 2005 pour installer, acquérir ou louer un local commercial. Les banques leur ont prêté 3 695 704 €, soit une moyenne de 147 800 € par entreprise. En comparaison avec mai 2004, le montant des prêts enregistre une baisse de 12%, mais les entrepreneurs sont plus nombreux à en bénéficier, soit + 56,25%.

Depuis le 6 août 2003, 304 SARL à libre capital ont emprunté 46 100 000 € auprès des banques, soit un prêt moyen de 151 880 € par entreprise.

Autres investissements réalisés par les SARL à libre capital :

- 47 entreprises ont acquis ou loué du matériel en crédit-bail, soit 0,57% des SARL à libre capital immatriculées depuis le 6 août 2003
- trois clauses de réserve de propriété ⁴ ont été inscrites auprès du greffe pour un montant moyen de 65 000 €.

❖ *Les nouveaux entrepreneurs sont-ils endettés fiscalement et socialement ?*

1 inscription a été prise par le Trésor public auprès du greffe en mai 2005, pour un montant de 16 839 €, pour garantir des cotisations fiscales impayées. Par rapport à avril 2005, l'endettement fiscal enregistre une baisse de 66%.

20 inscriptions relatives à 13 entreprises ont été prises par la sécurité sociale auprès du greffe en mai 2005, pour un montant global de 89 895 €, soit un endettement moyen de 6 915 € par entreprise. En comparaison avec avril 2005, les dettes sociales cumulées par les dirigeants de SARL à libre capital enregistrent une baisse de 81% en mai.

L'endettement des SARL à libre capital a par conséquent diminué en mai, au regard d'avril 2005.

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi pour l'Initiative Economique, **47 entreprises sont redevables de cotisations impayées auprès du Trésor public et de l'Urssaf** (41 SARL sont concernées par les dettes auprès de Urssaf et 6 par celles auprès du Trésor Public), soit 0,6% des SARL à libre capital.

6- Quelle est la pérennité des SARL à libre capital créées depuis le 1^{er} août 2003 ?

Les radiations d'entreprises du Registre du commerce, qu'elles soient effectuées de façon volontaire sur décision du dirigeant, à l'initiative du greffier ⁵, ou encore à la suite d'un jugement d'ouverture de

³ Loisirs, recherche et développement, production d'électricité, déménagements.

⁴ Cette inscription déposée au greffe permet au propriétaire d'un bien d'être dispensé de faire reconnaître son droit de propriété en cas de redressement ou de liquidation judiciaire lorsque le contrat portant sur ce bien a fait l'objet d'une publicité au greffe.

⁵ Les causes de radiation les plus fréquentes sont : la cessation d'activité en raison du déménagement de l'entreprise dans un autre département, la radiation à la suite d'irrégularités constatées par le greffe (entreprise ayant changé d'adresse sans régulariser sa nouvelle situation auprès du greffe) ou sur décision du Juge (non-production de pièces justificatives par exemple).

liquidation judiciaire prononcé à leur encontre sont des indicateurs susceptibles d'apprécier la pérennité des SARL à libre capital.

❖ ***Ces nouvelles entreprises sont-elles pérennes ?***

- ✓ ***3,46% des SARL à libre capital créées depuis le 1^{er} août 2003 ont été radiées du Registre du commerce***

283 SARL ont été radiées du Registre du commerce, soit 3,46% des entreprises créées depuis le 6 août 2003.

Les principales causes de radiation sont les suivantes :

- 139 entrepreneurs, soit 49%, ont déménagé leur siège social dans un autre département
- 127 dirigeants, soit 45% ont volontairement cessé leur activité
- 17 SARL, soit 6%, ont été radiées pour des raisons diverses (changement d'adresse, non production de pièces, changement de statut juridique, etc).

En mai 2005, 29 entreprises ont été radiées. Ce chiffre est conforme à la moyenne des radiations enregistrées chaque mois depuis le début de 2005.

- ✓ ***34 entreprises ont fait l'objet d'un jugement d'ouverture de redressement ou de liquidation judiciaires, soit 0,42% des SARL à libre capital***

Les SARL défaillantes, créées depuis le 6 août 2003, exerçaient leur activité dans les domaines suivants :

- Prestations de service aux entreprises : 25%
- Commerce : 21,9%
- Fabrication de papier et d'emballage : 15,6%
- Bâtiment : 15,6%
- Fabrication textile : 6,3%
- Restauration : 6,3%
- Activités artistiques : 6,3%
- Transports : 3,1%

En mai 2005, 4 SARL ont fait l'objet d'une décision de liquidation judiciaire, et une entreprise d'un redressement judiciaire.